Extrait du site UGTG.org

url :Â http://ugtg.org/spip.php?article562

DerriÃ¨re Texaco, le soutien de lâEuros™Ã‰tat franÃ§ais ?

- Expressions - Entretiens -

Date de parution : 25 novembre 2002

Date de mise en ligne : dimanche 28 septembre 2008

Mis Ã jour le : dimanche 28 septembre 2008

UGTG.org

LâEuros"entretien avec Raymond GauthiÃ©rot se situait au lendemain dâEuros"une nouvelle pÃ©ripÃ©tie dans lâEuros"interminable conflit Texaco secouant la Guadeloupe depuis dÃ©but septembre. La tentative de mÃ©diation de lâEuros"UMPEG, lâEuros"organisation des petits et moyens entrepreneurs de Guadeloupe, venait dâEuros"avorter piteusement, la direction du groupe ayant choisi la politique de la chaise vide. Interview.

Vous avez acceptÃ© lâEuros"invitation de lâEuros"UMPEG, votre adversaire patronal nâEuros"y a pas rÃ©pondu. Comment apprÃ©ciez-vous ce refus ?

Raymond GauthiÃ©rot : CâEuros"est un fait, la direction de Texaco nâEuros"est pas venue. Cela dit, je ne peux qualifier cette rencontre proposÃ©e de vÃ©ritable mÃ©diation. LâEuros"UMPEG, en plus dâEuros"un coup mÃ©diatique, nâEuros"avait pas obtenu auparavant lâEuros"engagement de Texaco de venir. Ce nâEuros"est pas ce que jâEuros"appellerais respecter les principes dâEuros"une nÃ©gociation.

ÃEuros lâEuros"origine du conflit, un problÃ¨me de gÃ©rance dâEuros"une station-service. NâEuros"y a-t-il pas lÃ disproportion entre une cause bien ponctuelle et des effets qui rejaillissent sur toute la Guadeloupe ?

Raymond GauthiÃ©rot : Nous accumulons en Guadeloupe un retard de niveau social de vingt ans avec la France. Une rÃ©alitÃ© qui donne au conflit sa lÃ©gitimitÃ©. Pendant plus de cent ans, les descendants des anciens esclaves ont Ã©tÃ© cantonnÃ©s dans la production agricole ; puis lâEuros"artisanat sâEuros"est dÃ©veloppÃ© et depuis cinquante Ã soixante ans sont apparus les premiers intellectuels, revenus des universitÃ©s de la France. Mais toujours les rÃªnes de lâEuros"Ã©conomie ont Ã©tÃ© contrÃ´lÃ©es, cadenassÃ©es par des investisseurs franÃ§ais ou des bÃ©kÃ©s martiniquais, dont les aÃ¯eux furent maÃ®tres des anciens esclaves. Nous disons quâEuros"il est temps que les travailleurs, quand ils en ont la compÃ©tence, reprennent en main leur outil de travail. Dans ce cas prÃ©cis, les compÃ©tences existent ; ce nâEuros"est pas prÃ©coniser un hold-up que de demander la reprise de lâEuros"entreprise par les salariÃ©s.

Est-il exact que la direction en avait dâEuros"abord acceptÃ© le principe avant de faire machine arriÃ¨re ?

Raymond GauthiÃ©rot : Ce conflit est politique. Je mâEuros"explique : le fait dâEuros"accorder une location-gÃ©rance Ã des salariÃ©s syndiquÃ©s Ã lâEuros"UGTG reviendrait Ã reconnaÃ®tre que les travailleurs de Guadeloupe sont aptes Ã dÃ©montrer leurs capacitÃ©s Ã gÃ©rer. LâEuros"Ã0tat franÃ§ais, par lâEuros"intermÃ©diaire du prÃ©fet, M. Vian, a demandÃ© Ã la direction de Texaco de ne pas cÃ©der, alors que celle-ci Ã©tait dâEuros"accord pendant les nÃ©gociations et que nous Ã©tions arrivÃ©s Ã un protocole dâEuros"accord auquel ne manquait plus que la signature. La direction Texaco sâEuros"est sentie autorisÃ©e Ã revenir sur sa parole parce quâEuros"elle se savait soutenue par le prÃ©fet de rÃ©gion. Y compris lorsque vous voyez circuler un camion-citerne accompagnÃ© par une milice armÃ©e, et que les gendarmes assurent la protection. Cet exemple confirme la complicitÃ© du prÃ©fet avec la direction Texaco. Il suffirait que les services de lâEuros"Ã0tat chargÃ©s de lâEuros"application des lois sociales fassent respecter le droit et il nâEuros"y aurait eu aucune raison de durcissement du conflit. Nous avions obtenu un accord de principe au terme de nÃ©gociations concernant la non-application de la convention collective par lâEuros"ancien gÃ©rant. Nous avions dÃ©jÃ montÃ© la sociÃ©tÃ© lorsque des bruits de couloirs nous ont appris que le choix serait tout autre.
ContactÃ©e, la direction nous a dit avoir trouvÃ© un gÃ©rant " plus intÃ©ressant ", sans prÃ©ciser quels critÃ¨res avaient prÃ©sidÃ© Ã ce nouveau choix. Puis la direction nous a dit quâEuros"elle doutait sÃ©rieusement de notre

capacitÃ© Ã gÃ©rer et quâEuros"il nous faudrait accepter un " parrain " qui aurait droit de regard sur notre gestion. Nous avons donnÃ© notre accord et proposÃ© le recrutement dâEuros"un jeune Ã mi-temps, bac + 5 spÃ©cialisÃ© en gestion, ainsi que le principe dâEuros"une vÃ©rification trimestrielle des comptes. CâEuros"est sur cette base que le protocole dâEuros"accord a Ã©tÃ© rÃ©digÃ©. Au bout du compte, une vaste blague ! Oui, il y a une volontÃ© politique interne Ã la Guadeloupe pour encourager Texaco Ã ne pas cÃ©der.

Selon le rÃ©cent rapport de lâEuros"institut dâEuros"Ã©mission des DOM, la situation Ã©conomique et sociale Ã©tait en voie de redressement, avec notamment un recul du chÃ´mage. QuâEuros"en pensez-vous ? Et que rÃ©pondez-vous Ã ceux qui, comme le ministre du Tourisme, LÃ©on Bertrand, accusent les centrales syndicales antillaises de surenchÃ¨re Ã des fins camouflÃ©es ? Il faisait allusion Ã la menace du groupe hÃ´telier Accor de se retirer de la Guadeloupe et de la Martinique, pour cause de " mauvais climat social ", incompatible avec une politique touristique digne de ce nom. Depuis, Texaco formule une menace identique. Pourquoi ce tir croisÃ© ?

Raymond GauthiÃ©rot : ÃEuros chaque changement de gouvernement, les mÃªmes chiffres sont encensÃ©s par les clans au pouvoir, dÃ©noncÃ©s par ceux de lâEuros"opposition. Ajoutons Ã cela les artifices permettant de faire formellement baisser les chiffres du chÃ´mage. Reste ce constat : la rÃ©alitÃ© Ã©conomique de notre pays va mal depuis cinquante ans et la crise de lâEuros"emploi frappe prÃ¨s dâEuros"un GuadeloupÃ©en sur trois. De la dÃ©partementalisation dâEuros"hier Ã la dÃ©centralisation dâEuros"aujourdâEuros"hui, en passant par la loi dâEuros"orientation, la loi programme, etc., la Guadeloupe a toujours Ã©tÃ© malade. Reprocher aux syndicats la mauvaise santÃ© du pays vise Ã estomper les responsabilitÃ©s des politiques mises en ouvre par les gouvernements successifs. Le ministre du Tourisme, qui se dit " domien ", avance deux propositions concernant lâEuros"hÃ´tellerie et la menace de retrait du groupe Accor : dÃ©fiscalisation et rÃ©duction des charges sociales. Mais, depuis plus dâEuros"une douzaine dâEuros"annÃ©es, ce groupe bÃ©nÃ©ficie de 100 % de rÃ©duction des charges sociales ! Alors ? JâEuros"ajoute Ã propos de certains autres hommes politiques qui veulent bien reconnaÃ®tre que lâEuros"UGTG joue son rÃ´le, mais condamnent ses mÃ©thodes, que je ne vois pas en quoi celles-ci diffÃ¨rent, par exemple, de celles des transporteurs routiers qui, Ã lâEuros"heure oÃ¹ nous discutons, menacent de bloquer la France sâEuros"ils ne sont pas entendus.

Entretien rÃ©alisÃ© par Jean Chatain
In, L'humanitÃ© - Article paru le 26 novembre 2002